

L'Otan entend interdire à la Russie et à la Chine de se développer

par Thierry Meyssan

Le fastueux sommet de l'Otan à Newport n'a pas accouché publiquement des grandes décisions annoncées, mais il est probable qu'elles ont été prises en secret. Pour empêcher la Russie et la Chine —mais aussi l'Inde— de poursuivre leur développement, l'Otan peut compter sur le terrorisme de l'Émirat islamique qu'il feint de condamner et de combattre.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 8 SEPTEMBRE 2014

عربي PORTUGUÊS ESPAÑOL ITALIANO فارسی ΕΛΛΗΝΙΚΑ TÜRKÇE DEUTSCH ENGLISH



Le sommet de Newport (Pays de Galles) est le plus important de l'Otan depuis celui de Prague en 2002. À l'époque, il s'agissait d'inclure de nouveaux États d'Europe centrale et orientale au sein de l'Alliance. Cette fois, il s'agit de planifier une stratégie à long terme pour contenir le développement de la Russie et de la Chine de sorte qu'ils ne puissent rivaliser avec les États-Unis [1].

Tout ce qui touche à l'Otan est sujet à polémique. En effet, elle n'a cessé, depuis sa création, en 1949, de manipuler les faits pour

se présenter comme une alliance défensive face à l'expansionnisme soviétique, alors que c'est le Pacte de Varsovie, créé six ans plus tard, en 1955, qui visait à défendre les États socialistes face à l'impérialisme anglo-saxon (et non l'inverse).

En outre, contrairement à sa dénomination, l'Otan n'est pas une alliance entre égaux, mais la vassalisation des armées partenaires par les États-Unis et le Royaume-Uni. En effet, toutes les armées membres de cette prétendue « alliance » sont placées sous le commandement d'un unique officier états-unien —par ailleurs commandant des forces US en Europe—, tandis que le service secret de l'Otan, le « Gladio », sous l'autorité conjointe de Washington et de Londres, veille à ce que jamais des anti-impérialistes n'arrivent au pouvoir dans les autres États membres [2]. Pour ce faire, l'Otan n'a lésiné ni sur les assassinats politiques, ni même sur les coups d'État (en France [3], en Italie, en Grèce, à Chypre et en Turquie).

Voir le film « Z » du célèbre réalisateur et intellectuel franco-grec Costa-Gravas. « Z » raconte le coup d'état militaire orchestré par l'OTAN en Grèce pendant la guerre froide et contre les institutions démocratiques grecques.

Cette vassalisation contrevient aux principes de la Charte des Nations unies, puisque les États membres perdent l'indépendance de leur politique étrangère et de Défense. Elle fut mise en cause par l'Union soviétique, puis par le président Charles De Gaulle qui, après avoir affronté une quarantaine de tentatives d'assassinat par l'OAS financée par l'Otan et s'être fait réélire, annonça le retrait immédiat de la France du commandement intégré et le renvoi des 64 000 soldats et employés administratifs de l'Otan hors du

territoire français.

Cette page d'indépendance française cessa avec l'élection de Jacques Chirac qui, quelques mois après son arrivée à l'Élysée, réintégra la France au sein du Conseil des ministres et du Comité militaire de l'Alliance. Elle se termina définitivement avec le retour de l'armée française sous commandement états-unien, décidé par Nicolas Sarkozy, en 2009.

Enfin la vassalisation des États membres s'est poursuivie avec la création de nombreuses institutions civiles, dont la principale et la plus efficace est l'Union européenne. Contrairement à une idée répandue, l'Union actuelle n'a pas grand-chose à voir avec l'idéal d'unité européenne, mais a pour vocation de fixer les membres de l'Otan hors de l'influence soviétique, puis russe, conformément aux clauses secrètes du Plan Marshall. Il s'agit donc de diviser l'Europe en deux blocs. Ce n'est donc pas un hasard si les bureaux de l'Otan et ceux de l'Exécutif européen sont principalement situés à Bruxelles et secondairement au Luxembourg. Et c'est pour permettre le contrôle de l'Union par les Anglo-Saxons que celle-ci s'est dotée d'une étrange Commission dont la principale activité est de présenter des « propositions » économiques ou politiques, toutes prédéfinies par l'Otan. On ignore souvent que l'Alliance n'est pas simplement un pacte militaire, mais qu'elle intervient dans le domaine économique. D'abord l'Otan est le premier client de l'industrie de Défense en Europe, puis elle détermine des normes pour ses appels d'offre, c'est-à-dire pour tout ce qui concerne la vie quotidienne de ses soldats. Ce sont ces normes qui sont proposées par la Commission, puis adoptées par le Parlement européen.

Actuellement les trois quarts du budget de l'Otan sont assurés par les seuls États-Unis.

L'avenir du projet impérialiste anglo-saxon

Depuis le coup d'État de 2001 [4], les États-Unis envisagent une confrontation avec la Chine. Dans cette perspective, le président

Barack Obama a annoncé le repositionnement de ses forces en Extrême-Orient. Cependant, cet agenda a été perturbé par le redressement économique, politique et militaire de la Russie, qui s'est montrée capable, en 2008, de défendre l'Ossétie du Sud attaquée par la Géorgie et, en 2014, la Crimée menacée par les putschistes de Kiev.

Par ailleurs, le projet du « bouclier anti-missiles » a été abandonné. Présenté comme un système de protection face à des missiles iraniens, ce « bouclier » était en réalité un système offensif déployé alentour de la Russie pour la paralyser. Un simple coup d'œil sur une mappemonde permet de constater que des missiles iraniens, s'ils devaient être tirés sur les États-Unis, ne passeraient pas au-dessus de l'Europe centrale, mais par le plus court chemin : le pôle nord. Après avoir miné durant une décennie les relations entre Washington et Moscou, le projet est abandonné car il s'avère techniquement impossible de détruire en vol des missiles russes intercontinentaux de dernière génération. Du coup, c'est le principe même de la « dissuasion nucléaire » qui est abandonné face à la Russie, même s'il reste pertinent pour d'autres États.

Tout en effectuant son « pivot vers l'Asie », Washington a exacerbé les tensions entre la Chine et ses voisins, particulièrement le Japon. L'Otan, qui historiquement vassalise l'Europe à l'Amérique du Nord, s'est donc ouverte à des partenaires asiatiques et océaniques, notamment l'Australie et le Japon, à travers des contrats d'association. En passant, elle a élargi son champ d'action à l'ensemble du globe [5].

En cette période de restrictions budgétaires, l'Alliance, qui ne connaît pas la crise, se fait construire un nouveau siège social, à Bruxelles, pour la somme faramineuse d'1 milliard d'euros. Il devrait être livré début 2017 [6].



La question de l'Émirat islamique

À la préoccupation d'empêcher la Chine et la Russie de contrôler assez de matières premières pour être en capacité de rivaliser avec les États-Unis, s'est ajoutée durant l'été la question de l'Émirat islamique.

Une intense campagne de presse a diabolisé cette organisation jihadiste, dont les crimes ne sont pas nouveaux, mais qui vient de s'en prendre à la population irakienne. Nous avons maintes fois expliqué que l'ÉI est une création occidentale et que, malgré les apparences, son action en Irak est parfaitement conforme au plan US de diviser ce pays en trois États distincts [7]. Pour réaliser un projet qui constitue un crime contre l'humanité parce qu'il suppose un nettoyage ethnique, Washington a eu recours à une armée privée qu'il se doit de condamner publiquement tandis qu'il la soutient en sous-main.

Les États-Unis auraient pris la mesure du danger islamiste après que l'ÉI eut égorgé deux de leurs ressortissants, les journalistes James Foley et Steven Sotloff. Cependant, un examen attentif des vidéos [8] laisse à penser qu'elles ne sont pas authentiques. Le problème s'était déjà posé avec l'ÉI lorsqu'il était sensé avoir égorgé, en 2004, Nick Berg [9].

Nous avons également souvent souligné que l'ÉI se distinguait des groupes jihadistes précédents à la fois par son service de communication et par ses administrateurs civils, capables de gérer

les territoires conquis. Il s'agit donc d'un groupe appelé à durer. Ainsi que l'a montré Alfredo Jalife-Rahme, le Califat, même s'il agit actuellement principalement en Syrie et en Irak, a été conçu pour porter le fer à long terme contre la Russie, l'Inde et la Chine [10].

La question de l'Émirat islamique n'avait donc pas à être ajoutée à l'ordre du jour anti-Russes et anti-Chinois, elle en faisait partie. Au demeurant, ne souhaitant pas risquer de voir un État membre exprimer ses doutes sur cette mascarade, Washington a déplacé le débat en marge du sommet. Le président Obama a réuni 8 autres États, plus l'Australie (qui n'est pas membre de l'Otan, mais seulement associée) pour mettre au point son plan de guerre. Il a ultérieurement été décidé d'associer la Jordanie à ce dispositif.



Les conclusions du sommet

Le sommet a expédié en une brève matinée la question de sa longue présence en Afghanistan. Certes, l'Otan retirera comme prévu ses troupes combattantes en fin d'année, mais elle conservera le contrôle de l'armée afghane et de la sécurité du pays. Le sommet s'est même payé le luxe d'appeler les deux candidats à la présidentielle afghane à prendre l'engagement de signer sans plus tarder les exigences d'immunité pénale des États-Unis, alors que cette élection est organisée et dépouillée par les forces états-uniennes. Dès lors, le candidat qui ne répondrait pas à cet appel ne devrait pas s'étonner de ne pas être considéré comme élu.

Comme on brandit une cape rouge pour énerver un taureau, le

sommet a décidé d'étendre le contrôle de l'Otan sur la partie orientale de l'Europe (dont l'Ukraine), question de voir ce que sera la réaction russe. Mais il n'a pas été plus loin. L'Acte fondateur Otan–Russie n'a pas été révoqué et l'Ukraine n'a pas été intégrée à l'Alliance. Chacun a préféré évoquer un possible cessez-le-feu entre Kiev et le Donbass.

En outre, le sommet a doté l'Alliance de deux nouveaux outils : un service de cyber-guerre pour contrer les hackers militaires chinois, et une Force d'intervention rapide de 4 000 hommes, issus de 7 pays et placés sous commandement britannique. Enfin, le sommet a ouvert la procédure d'adhésion du Monténégro et a, bien sûr, enjoint les États membres à développer leurs dépenses militaires.

Quelques remarques

Malgré les imputations du gouvernement ukrainien —selon qui la Russie aurait envahi son pays... mais avec seulement 1 000 hommes que personne n'a vus, ainsi que le note Giulietto Chiesa [11]—, le sommet n'a pas décidé d'entrer en guerre contre Moscou et s'est contenté d'une mesure symbolique. On ne comprend donc pas pourquoi tant de fastes ont été déployés à Newport.

À moins que les choses importantes aient été décidées à huis clos, lors de la réunion des chefs d'État du vendredi 5 septembre, il ne semble pas que les guerres secrètes aient été évoquées lors du sommet, mais uniquement en marge du sommet avec certains alliés uniquement. Déjà, en 2011, l'Otan avait violé ses propres statuts en ne réunissant pas le Conseil atlantique avant de bombarder Tripoli. Il semblait en effet impossible que tous acceptent de se livrer à une telle boucherie. Les États-Unis et le Royaume-Uni réunirent donc en secret la France, l'Italie et la Turquie à Naples pour planifier une attaque qui fit au moins 40 000 morts civils en une semaine.

Le communiqué final est d'une rare hypocrisie [12] : la crise

ukrainienne est traitée comme une agression russe, sans jamais faire mention du coup d'État de la place Maidan, ni de l'installation d'un gouvernement incluant des nazis. La crise syrienne est présentée comme un conflit entre « une opposition modérée qui protège les minorités » et, à la fois, la « tyrannie du régime de Bachar el-Assad » et « des groupes extrémistes », sans jamais faire mention de ce que le régime syrien est une République alors que l'opposition modérée est rémunérée par les dictatures du Golfe, ni que la crise a été ouverte par une guerre secrète franco-britannique conformément aux annexes du Traité de Lancaster House, ni que le président el-Assad vient d'être réélu par 63 % du corps électoral, et alors que la République arabe syrienne est la seule à avoir protégé non seulement les minorités, mais tous ses citoyens, incluant la majorité sunnite. Avec cynisme, le communiqué prétend que l'Alliance a protégé le peuple libyen, conformément aux résolutions 1970 et 1973, alors qu'il a utilisé ces résolutions pour changer le régime en tuant 160 000 Libyens et en plongeant le pays dans le chaos.

Cependant, en définitive, au cours des dernières années, l'Otan est parvenue à ses fins en Afghanistan, en Irak, en Libye et au Nord-Est de la Syrie, c'est-à-dire uniquement et exclusivement dans des pays ou des régions organisées en sociétés tribales. Elle ne semble donc pas apte à entrer en conflit direct avec la Russie et la Chine.

Thierry Meyssan

[1] « **Le sommet de l'Otan : guerre sur deux fronts** », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 4 septembre 2014.

[2] Lire *Les armées secrètes de l'Otan*, par le professeur Daniele Ganser, disponible en épisode sur [Réseau Voltaire](#).

[3] Sur les coups d'État de 1958 et de 1961, on se reportera à (1) « **Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir** » et (2) « **Quand le stay-behind voulait remplacer De Gaulle** », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 août et 10 septembre 2001.

[4] Nous rappelons que le 11 Septembre 2001, pendant que le monde était hypnotisé par des attentats à New York et Washington, le président George W. Bush fut illégalement démis de ses fonctions en vertu du programme de « continuité du gouvernement ». Il ne les retrouva qu'en fin de journée, après que son pays ait profondément modifié sa politique étrangère et de Défense. Durant cette journée, tous les membres du Congrès et leurs équipes furent placés par l'autorité militaire en résidence surveillée au Greenbrier complex (Virginie occidentale) et à Mount Weather (Virginie).

[5] « **Otan, offensive mondiale** », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, *Il Manifesto* (Italie), *Réseau Voltaire*, 29 juillet 2014.

- [6] « 1 milliard d'euros pour le nouveau siège de l'Otan », *Réseau Voltaire*, 29 janvier 2014.
- [7] Voir notamment (1) « Le "Kurdistan", version israélienne », ; (2) « John McCain, le chef d'orchestre du "printemps arabe", et le Calife » ; (3) « Le grand retournement saoudien », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 1er juillet, 18 août et 1er septembre 2014,
- [8] « Foley video with Briton was staged, experts say », Deborah Haynes, *The Times*, 24 août 2014 ; « Foley murder video 'may have been staged' », Bill Gardner, *The Daily Telegraph*, 25 août 2014. Et sur l'identité de Sotloff, voir : « Le journaliste décapité était un Israélien formé dans une antenne du Mossad », par Hicham Hamza, *Panamza*, 3 septembre 2014.
- [9] « L'affaire Nicholas Berg », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2004.
- [10] « Un djihad mondial contre les BRICS ? », par Alfredo Jalife-Rahme, Traduction Arnaud Bréart, *La Jornada* (México), *Réseau Voltaire*, 18 juillet 2014.
- [11] « En Ukraine, les menteurs paniquent », par Giulietto Chiesa, *Megachip* (Italie), *Réseau Voltaire*, 3 septembre 2014.
- [12] « Déclaration finale du sommet de l'Otan », *Réseau Voltaire*, 5 septembre 2014.

Source : « L'Otan entend interdire à la Russie et à la Chine de se développer », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 8 septembre 2014, www.voltairenet.org/article185209.html